



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS

Bureau de la protection de l'Environnement

Références : CD

Annecy, le 25 juin 2012

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n° 2012177-0020

Mise en demeure – SARL Metal X à Publier

VU les dispositions du Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2010 – 1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 autorisant la SARL METAL X à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de Publier, 645 route de la Dranse ;

VU l'article 5-1-10 de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 fixant à la société METAL X les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances ;

VU l'article 5-1-10-2 de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 imposant à l'exploitant de fournir avant le 30 septembre 2011 un rapport de synthèse de la surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

Considérant que l'absence de fourniture du rapport de synthèse au delà du 30 septembre 2011, constatée par l'inspection des installations classées, constitue une inobservation des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 ;

Considérant qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 juin 2012. ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Dans un délai d'un mois, le gérant de la S.A.R.L. METAL X est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 5-1-10-2 de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009, en fournissant à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon l'annexe 5 de la circulaire ministérielle du 5 janvier 2009. Ce tableau doit comprendre, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau doit comprendre également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 ;
- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 5-1-10-2 de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

Article 2 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 3 : En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au gérant de la S.A.R.L. METAL X.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le maire de PUBLIER.

Pour ampliation,
La chef de service

Michèle ASSOUS



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Christophe NOËL du PAYRAT

